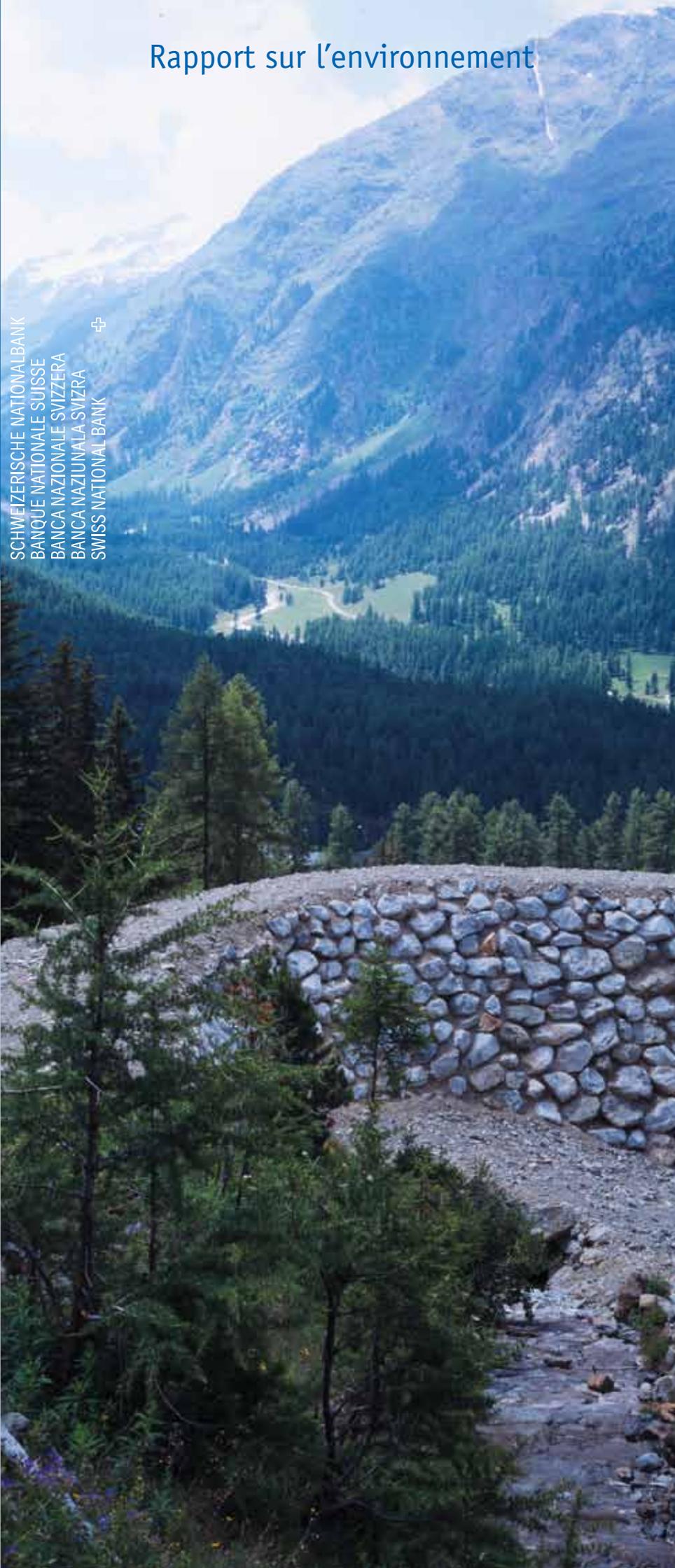


Rapport sur l'environnement

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



2010



Banque nationale suisse

Rapport sur l'environnement 2010

Table des matières

4		Avant-propos
4		La performance environnementale en bref
5		La Banque nationale et l'environnement
6		Consommation de ressources
9		Changement climatique
11	Interview	«Les économies de marché sont très souples, aussi face aux contraintes écologiques»
14	Illustrations	Conséquences climatiques – avant et après
20		Chiffres repères écologiques
21		Benchmark
22		Exemples de mesures et de projets
22		Mesures et projets réalisés
24		Mesures et projets en cours ou prévus
25		Annexe
25		Index GRI
26		Glossaire

Contact

Banque nationale suisse
Bureau de l'environnement, Claudia Kopp
Case postale, 8022 Zurich
Téléphone: 044 631 31 11
E-mail: claudia.kopp@snb.ch

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2011

Photos: fondation Documenta Natura, bibliothèque de l'EPFZ, archives photographiques
Imprimé sur papier 100% recyclé Balance Pure

Avant-propos

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport sur l'environnement 2010 de la Banque nationale suisse (BNS). Ce document présente les données et les chiffres repères relatifs à la consommation de ressources et aux émissions de gaz à effet de serre de la BNS. Il décrit aussi les fondements de la gestion de l'environnement mise en œuvre par la Banque, sa stratégie de lutte contre le réchauffement climatique ainsi que les mesures et projets destinés à améliorer sa performance environnementale.

L'édition de cette année a pour thème central les conséquences économiques du changement climatique pour la Suisse. Dans un entretien qu'il nous a accordé, Lucas Bretschger, professeur en économie des ressources à l'EPFZ, évoque la politique climatique de la Suisse, les effets du changement climatique sur l'évolution de différentes branches économiques ainsi que les stratégies qui peuvent être appliquées pour éviter ces effets ou s'adapter en conséquence.

Les photos de la fondation Documenta Natura illustrent de manière saisissante comment l'homme intervient dans le paysage en vue de protéger la population, les constructions et les infrastructures contre les catastrophes naturelles.

Comité de l'environnement BNS H. Kuhn	Bureau de l'environnement C. Kopp
---	---

La performance environnementale en bref

En 2010, la consommation de ressources de la BNS a augmenté dans deux des six domaines recensés. La hausse s'est inscrite à 4% pour la consommation d'électricité et, en raison surtout des conditions météorologiques, à 7% pour la consommation d'énergie de chauffage. En revanche, la consommation de papier a reculé (-2%), de même que les déplacements professionnels (-6%) et les déchets de bureau (-17%). La consommation d'eau est quant à elle restée quasiment stable.

Les émissions de gaz à effet de serre ont légèrement crû d'une année à l'autre pour s'inscrire à 1360 tonnes. Il convient toutefois de préciser que la méthode de calcul a été révisée et qu'une comparaison avec 2009 n'est possible que sous certaines conditions. Les principaux pollueurs restent le trafic aérien et la consommation de chaleur, avec chacun une part de 38%.

Comparée à d'autres banques, la BNS est dans le gros du peloton. Elle affiche des valeurs supérieures à la moyenne en ce qui concerne la consommation d'énergie pour le chauffage et les émissions de gaz à effet de serre, et se situe dans la moyenne pour ce qui est des consommations d'électricité et d'eau ainsi que des déplacements professionnels. En revanche, elle produit nettement moins de déchets et consomme beaucoup moins de papier que les autres banques. Avec une part de papier recyclé de 79%, elle fixe très haut la barre dans ce domaine.

La Banque nationale et l'environnement

La BNS a pour mandat légal de conduire la politique monétaire de la Suisse en se laissant guider par l'intérêt général du pays. Dans le cadre de ce mandat, elle consomme des ressources. En tant qu'entreprise, elle a besoin d'énergie et d'eau, utilise du matériel d'exploitation, produit des déchets et génère des émissions de CO₂ imputables aux déplacements professionnels de ses collaborateurs. Pour ce qui est de la production matérielle, le domaine occasionnant le plus de nuisances est la fabrication, la distribution et l'élimination des billets de banque, tâches qui incombent à la BNS en sa qualité de détentrice du monopole des billets de banque. Les différentes publications viennent ensuite.

Charte et code de conduite

Dans sa charte et son code de conduite, la BNS s'engage à fournir ses prestations en ménageant les ressources naturelles. Elle respecte les principes du développement durable et assume pleinement sa responsabilité en matière de protection de l'environnement dans l'exercice de son mandat légal.

Charte sur l'environnement pour les années 2009 à 2014

Dans la charte sur l'environnement, la Direction générale arrête, pour une période de six ans, la stratégie de la BNS en matière de gestion de l'environnement et énonce les principes et les objectifs en vue d'une utilisation des ressources qui soit soucieuse de l'environnement.

Les objectifs fixés dans la troisième charte sur l'environnement, laquelle couvre les années 2009 à 2014, visent à stabiliser et à diminuer l'utilisation des ressources, en mettant un accent particulier sur la protection du climat. Les principaux domaines d'action sont les suivants:

- changement climatique
- préservation des ressources et efficacité énergétique
- approvisionnement en espèces
- collaborateurs
- fournisseurs et partenaires de la BNS.

La charte sur l'environnement de la BNS peut être consultée à l'adresse www.snb.ch (La BNS/Structure et organisation/Gestion de l'environnement).

Gestion de l'environnement

Depuis 1996, la Banque nationale met en œuvre une gestion de l'environnement conforme à la norme ISO 14001 et publie un rapport annuel sur sa performance environnementale.

La Direction générale est informée chaque année des activités déployées dans le cadre de la gestion de l'environnement au moyen du rapport sur l'environnement, qui est complété par un *management review*.

Le Comité de l'environnement de la Banque nationale coordonne les activités de gestion de l'environnement. Il se compose de représentants issus de tous les départements de la Banque.

Enfin, le Bureau de l'environnement est l'interlocuteur principal pour toutes les questions environnementales liées aux activités opérationnelles. Il est responsable de la mise en œuvre de la gestion de l'environnement.

Limites du système

Les limites du système définissent le domaine couvert par le rapport sur l'environnement. Elles comprennent les immeubles utilisés par la BNS dans le cadre de ses activités opérationnelles à Berne, à Zurich et à Genève. La superficie totale de ces bâtiments s'élève à quelque 57 500 m².

Le centre de formation et de vacances de la BNS (Hasli-centre), dont les données et les chiffres sont mentionnés séparément dans le présent rapport, se trouve également à l'intérieur des limites du système.

Le centre de calcul de Zurich, contrairement à celui de Berne, occupe des locaux loués à des tiers et n'est actuellement pas pris en compte dans le système, faute de données relatives à la consommation d'énergie. Le centre d'études de Gerzensee, qui est principalement utilisé par des tiers pour des formations, se trouve lui aussi en dehors des limites du système.

En 2010, la BNS employait 665 collaborateurs (équivalents plein temps) dans les limites du système décrit, soit 3% de plus que l'année précédente.

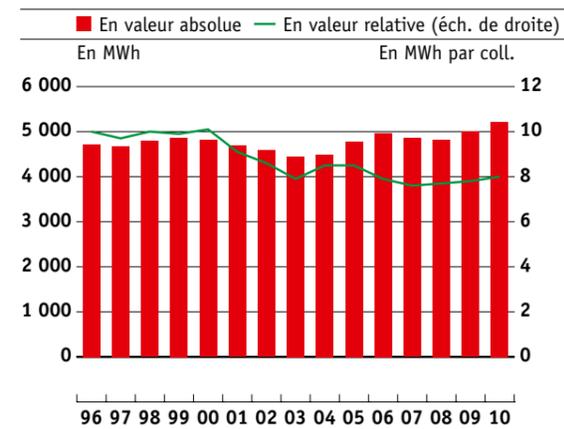
Consommation de ressources

Electricité

En 2010, la consommation d'électricité s'est accrue de 4,5% par rapport à l'année précédente pour s'inscrire à 5,2 millions de kWh. La consommation moyenne par collaborateur s'est élevée à 7950 kWh, ce qui correspond à une hausse de 1,5%.

Cette augmentation s'explique notamment par l'assainissement de l'immeuble de la Seehofstrasse à Zurich. Le chauffage et le refroidissement des locaux s'y fait avec l'eau du lac, la chaleur ou le froid étant produits grâce à une pompe à chaleur fonctionnant à l'électricité. Celle-ci a été mise en service en octobre 2010, soit trois mois avant l'emménagement dans le bâtiment. Par ailleurs, l'UO Marchés monétaire et des changes a travaillé par roulement, 24 heures sur 24, pendant plusieurs semaines. Enfin, les valeurs enregistrées pour les immeubles à Berne ont légèrement progressé à la suite d'une optimisation et d'une réorganisation du système de mesure de la consommation d'électricité.

Consommation d'électricité

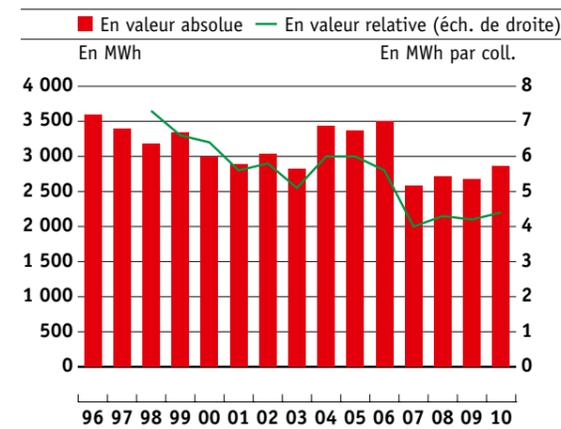


Energie de chauffage

Par rapport à 2010, la consommation de chaleur a augmenté de 7% en chiffres absolus pour se monter à 2,9 millions de kWh. Par collaborateur, cela correspond à une consommation moyenne de 4370 kWh, soit à une hausse de 4%. L'hiver ayant été nettement plus rigoureux en 2010 qu'en 2009, l'ensemble des immeubles de la BNS a enregistré un accroissement du nombre de degrés-jours de chauffage oscillant entre 11% et 15%. Tous les sites ont ainsi vu leur consommation de chaleur augmenter, à l'exception de Genève.

En outre, des tests réalisés en prévision de l'installation à Berne de nouveaux systèmes d'alimentation électrique sans interruption (ALI) ont entraîné une hausse de la consommation de mazout.

Consommation d'énergie de chauffage

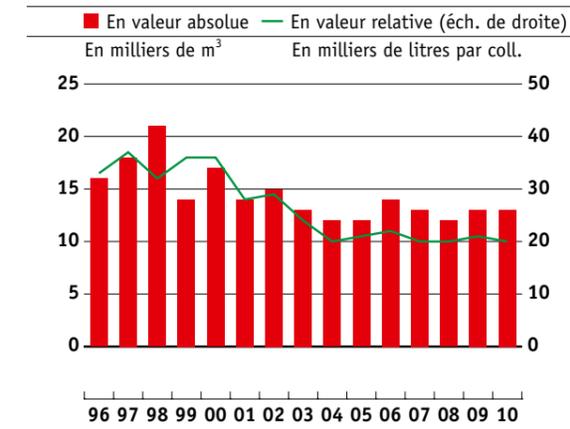


Eau

Par rapport à l'année précédente, la consommation d'eau est restée quasiment stable à 13400 m³.

Les effectifs ayant légèrement augmenté, la consommation moyenne par collaborateur a diminué en conséquence pour s'établir à 20400 litres par an, ou 81 litres par jour de travail.

Consommation d'eau

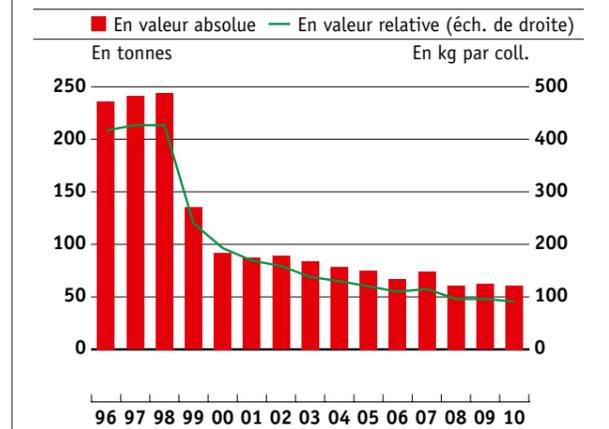


Papier

En 2010, la consommation de papier a diminué de 2%, atteignant 61 tonnes. Ce recul est dû essentiellement à une utilisation moindre de papier pour photocopieuses et imprimantes.

La consommation annuelle par collaborateur, en baisse de 5%, s'est établie à 91 kg.

Consommation de papier



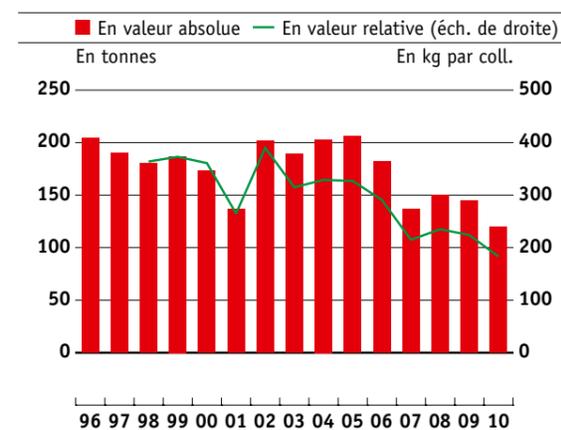
Déchets

La quantité de déchets de bureau (sans les déchets de construction ni les déchets de billets de banque) a reculé de 17% par rapport à 2009, pour s'établir à 120 tonnes. Le volume de déchets de bureau a ainsi atteint 183 kg par collaborateur, soit 18% de moins qu'en 2009.

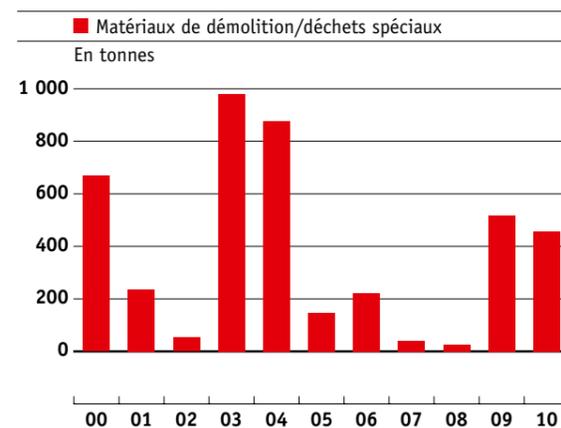
Cette évolution s'explique pour l'essentiel par une diminution de la quantité de dossiers à éliminer.

Comme l'année précédente, l'assainissement complet du bâtiment de la Seehofstrasse à Zurich a occasionné de grandes quantités de déchets de construction, qui ont totalisé quelque 450 tonnes. Etant donné que leur volume peut considérablement fluctuer suivant les projets de construction en cours, les déchets de construction sont recensés séparément.

Déchets de bureau



Déchets de construction

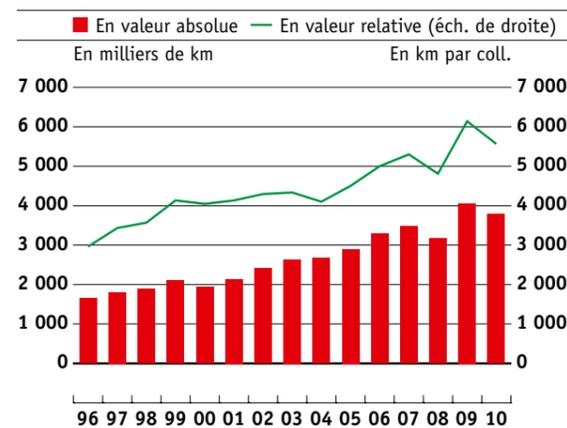


Déplacements professionnels

En 2010, les distances totales parcourues à des fins professionnelles ont diminué de 6% pour s'établir à 3,8 millions de kilomètres. Le nombre de kilomètres par collaborateur a reculé en proportion, soit de 9%, pour s'inscrire à 5570 km.

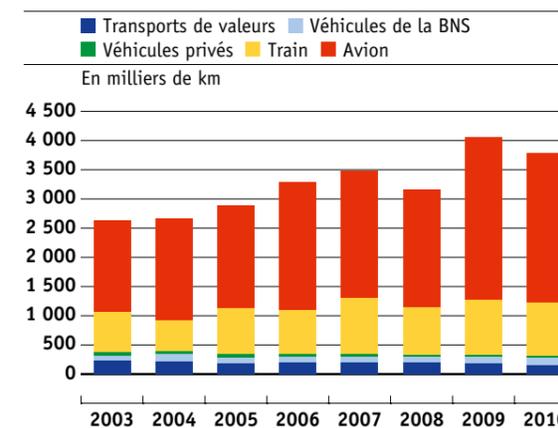
Cette évolution est due principalement aux trajets en avion. En baisse de 8% par rapport à 2009, le nombre total de kilomètres effectués en avion s'est établi à 2,6 millions, un chiffre qui n'en reste pas moins nettement supérieur aux valeurs observées les années précédentes. La part des déplacements en avion représente 69% du total des déplacements à des fins professionnelles.

Déplacements professionnels



Les distances parcourues pour les transports de valeurs se sont également contractées (-14%), de même que celles des trajets en train (-2%). Par contre, le nombre de kilomètres effectués à des fins professionnelles avec les véhicules de la BNS ou avec des véhicules privés a augmenté de 4% pour chacune de ces catégories.

Déplacements professionnels



Changement climatique

Objectifs en matière de climat

La Banque nationale a conscience des enjeux environnementaux, économiques et sociétaux liés au changement climatique. Afin de diminuer l'impact de ses activités sur le changement climatique, elle a défini les objectifs suivants dans sa charte sur l'environnement valable jusqu'en 2014:

- renoncer, dans la mesure où les contraintes techniques et économiques le permettent, aux installations de chauffage à combustibles fossiles lors d'assainissements;
- réduire de 10% les émissions directes de gaz à effet de serre dues aux carburants et aux combustibles fossiles;
- continuer de couvrir totalement la consommation d'électricité par des énergies renouvelables;
- produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques;
- compenser toutes les émissions de gaz à effet de serre dès 2011.

Stratégie en matière de climat

La stratégie de la Banque nationale en vue de diminuer les émissions de gaz à effet de serre comprend quatre paliers: éviter les émissions de CO₂; les réduire; les remplacer; les compenser.

- 1. Éviter:** diminuer la consommation de ressources en prenant des mesures d'optimisation au niveau de l'exploitation et en encourageant les collaborateurs à adopter un comportement respectueux de l'environnement.
- 2. Réduire:** diminuer la consommation de ressources en investissant dans des travaux d'assainissement; améliorer l'efficacité énergétique.
- 3. Remplacer:** produire la chaleur et le froid à l'aide d'énergies renouvelables en lieu et place d'énergies d'origine fossile et s'approvisionner en courant écologique.
- 4. Compenser:** compenser les émissions restantes en soutenant des projets de protection du climat.

Depuis 2007, la BNS compense les émissions de gaz à effet de serre imputables au trafic aérien en finançant des projets de protection climatique qui contribuent à la réduction des émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Elle entend atteindre la neutralité climatique dès 2011. Autrement dit, toutes les émissions inévitables de gaz à effet de serre produites par la BNS, et non plus seulement celles qui sont dues directement aux déplacements professionnels en avion, devront être compensées à partir de cette année.

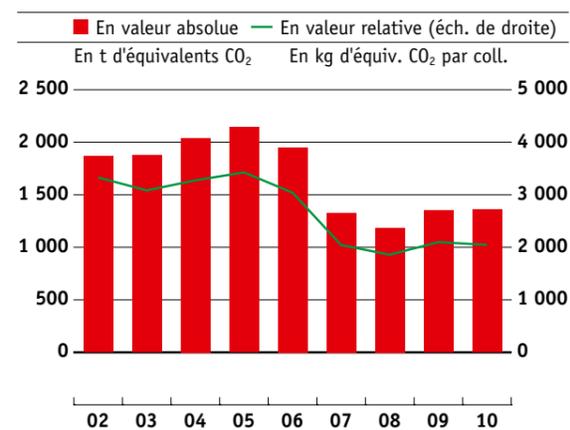
Emissions de gaz à effet de serre

La méthode de calcul des émissions de gaz à effet de serre a été révisée en 2010. Par conséquent, la comparaison entre les valeurs recensées pour 2010 et celles des années précédentes n'est pas entièrement possible. Lors de la mise à jour des indicateurs VfU 2010, certaines émissions qui n'étaient pas prises en compte jusqu'ici, telles que les pertes liées au transport et à la transformation dans le réseau électrique, ont été intégrées dans les calculs. C'est pourquoi les émissions de gaz à effet de serre, qui ont atteint 1360 tonnes en 2010, sont supérieures de 0,5% à celles de l'année précédente.

Si l'on applique la méthode mise à jour «VfU 2010» aux années 2009 et 2010, on constate que, malgré la hausse de la consommation de chaleur durant cette période, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 1%. Ce recul résulte de la baisse du trafic aérien.

En 2010, les émissions de gaz à effet de serre se sont établies à 2060 kg par collaborateur.

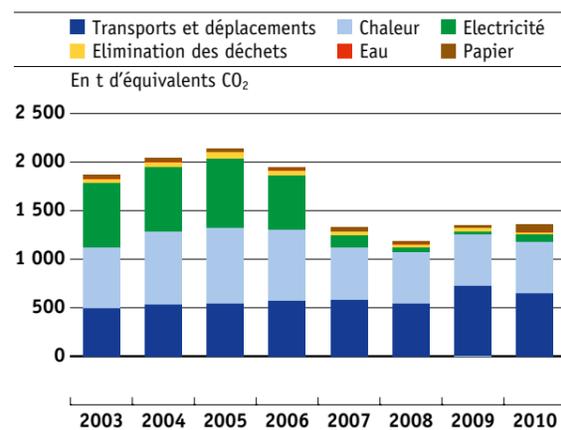
Emissions de gaz à effet de serre



Les trajets en avion et la consommation de chaleur restent les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre de la BNS, avec une part de 38% chacun.

A la suite de la mise à jour des indicateurs d'émission, les parts de l'électricité et du papier ont quasiment doublé, s'inscrivant respectivement à 6% et à 5%. Quant aux trajets en train et aux déplacements en voiture, ils ont représenté respectivement 3% et 7% du total des émissions polluantes.

Emissions de gaz à effet de serre



«Les économies de marché sont très souples, aussi face aux contraintes écologiques»



LUCAS BRETSCHGER

Le professeur Lucas Bretschger est directeur du Center of Economic Research de l'EPFZ, où il enseigne à la chaire d'économie des ressources.

Lucas Bretschger mène des travaux de recherche sur l'utilisation économique des ressources naturelles et sur l'impact de celle-ci sur le revenu, la structure économique, le commerce et la croissance économique. Dans un projet phare, il s'intéresse aux effets de la politique énergétique et climatique sur le développement à long terme de l'économie suisse. Ses scénarios modélisés illustrent la transition vers la société à 2000 watts et l'objectif des 2 degrés Celsius défini par la politique climatique.

Ces recherches ont pour constat principal que même une politique énergétique et climatique ambitieuse influencerait peu sur la croissance de l'économie helvétique. Ni l'avènement de la société à 2000 watts ni la réduction sensible des émissions de CO₂ n'empêcheront la consommation totale et les divers secteurs de progresser à long terme.

Par rapport à une situation sans changement climatique et sans pénurie des ressources, la mise en œuvre d'une politique énergétique et climatique occasionne des coûts modérés, qu'il ne faut pas sous-estimer pour autant.

Même une politique climatique stricte influera de façon minimale sur la croissance économique à long terme, estime Lucas Bretschger. Dans un entretien qu'il a accordé à la BNS, ce professeur en économie des ressources au Center of Economic Research de l'EPFZ évoque les conséquences économiques du changement climatique pour la Suisse.

Monsieur Bretschger, vous enseignez l'économie des ressources au Center of Economic Research de l'EPFZ. Quel est le rapport entre le changement climatique et un institut de recherches économiques?

Notre centre s'intéresse à divers thèmes d'actualité relevant de la macroéconomie. L'un de ceux-ci – la corrélation entre les ressources naturelles et le développement économique – me tient tout particulièrement à cœur. En fait, il s'agit d'une interprétation moderne des questions suivantes: «Y a-t-il des limites à la croissance? Où se situent-elles? Quand se manifestent-elles? Comment faire pour les repousser?» En tant qu'économistes, nous cherchons surtout à déterminer l'impact d'une politique climatique sur le développement durable en Suisse en particulier et sur l'économie mondiale en général.

A propos justement des conséquences économiques du changement climatique pour la Suisse: à quels changements écologiques notre pays doit-il s'attendre et comment ceux-ci se répercuteront-ils selon vous sur le développement de ses principales branches économiques?

J'aimerais commencer par préciser que, sur le plan international, la Suisse n'est pas le pays qui sera le plus fortement touché par le changement climatique. D'autres régions paieront le plus lourd tribut, dans des pays souvent pauvres qui ne contribuent guère au réchauffement de la planète, mais qui se trouvent près d'une côte ou sont particulièrement exposés aux catastrophes climatiques. La Suisse ne sera pas épargnée pour autant: dans les Alpes, par exemple, la moitié environ de la masse glacière pourrait avoir disparu d'ici la fin du siècle. La fonte des glaciers a des répercussions économiques au niveau de la gestion des eaux et de l'énergie, qui viennent s'ajouter aux risques de catastrophes naturelles dans les Alpes, tels que les coulées de boue ou les glissements de terrain. Cela étant, certains secteurs économiques souffriront plus encore, bien qu'indirectement: je pense en particulier aux branches exportatrices. Si l'économie mondiale devait subir un choc dû à des facteurs climatiques, la Suisse en sentirait très vite le contrecoup. Car notre économie, et en premier lieu le secteur des exportations, dépendent fortement de l'économie internationale.

Quelles autres branches seront-elles touchées selon les résultats de vos recherches, et à quelles adaptations faut-il s'attendre?

Un durcissement de l'imposition des émissions et une hausse des taxes sur le CO₂ profiteront nettement à certaines branches. Je pense par exemple aux industries des machines et de la chimie, deux secteurs déjà particulièrement innovants, qui bénéficieront des investissements supplémentaires dans les domaines des technologies environnementales (*cleantech*). Mais il est intéressant de relever que, même sous le régime d'une politique climatique stricte, toutes les industries continueront de croître, simplement à un rythme légèrement moins soutenu. Le secteur des services ne sera guère touché par une politique climatique restrictive, tandis que l'agriculture et des branches plus gourmandes en énergie présenteront des taux de croissance un peu inférieurs à la moyenne.

Le tourisme est une branche de première importance pour l'économie suisse. Souvent évoqué dans les débats sur le changement climatique, on lui prédit un avenir morose. Le tourisme hivernal est-il menacé en Suisse?

D'une manière générale, le tourisme est exposé, il est vrai. Ici, les risques liés au réchauffement climatique viennent s'ajouter aux problèmes liés aux cours de change et au pouvoir d'achat notamment. L'absence ou le manque de neige naturelle pourrait menacer la survie de certaines stations de sports d'hiver. Il est possible que le tourisme hivernal soit, alors, en partie compensé par le tourisme estival. Mais il est difficile de faire des estimations, sachant que les facteurs entrant en jeu sont aussi nombreux que variés. Imaginons par exemple que les prix de l'énergie prennent l'ascenseur. Les destinations lointaines auraient alors moins la cote, les gens préférant passer leurs vacances dans leur région. Il existe divers scénarios d'adaptation dans ce domaine; le marché retrouvera ici aussi un point d'équilibre.

Il s'agit là de réflexions très théoriques fondées sur des présomptions quant à l'avenir. A l'opposé, d'aucuns relativisent les bouleversements climatiques dus à l'homme en rappellent qu'il y a déjà eu, par le passé, des variations climatiques naturelles. Que leur répondez-vous?

Non seulement les données des sciences environnementales sont sans équivoque, mais il règne aussi un large consensus parmi les chercheurs. Le défi actuel est d'ordre temporel: même si la facture du changement climatique ne devra être payée que dans deux à trois générations, il faut agir dès aujourd'hui. Or il n'est pas facile de faire comprendre que des mesures s'imposent maintenant, alors que nous n'avons pas encore le cou-

teau sous la gorge. Et encore moins lorsque l'on sait que l'argument selon lequel il y a de tout temps eu des fluctuations climatiques n'est pas entièrement faux. Toutefois, contrairement à ce qui était le cas dans le passé, nous sommes aujourd'hui non seulement beaucoup plus vulnérables, mais aussi directement responsables du changement climatique. Autrement dit, nous aggravons nous-mêmes consciemment la situation, et c'est là que réside le nœud du problème.

Dans son rapport sur les conséquences économiques du changement climatique publié en 2006, Nicholas Stern a estimé que les mesures nécessaires pour limiter à 2 degrés Celsius la hausse des températures moyennes d'ici à 2050 coûteraient 1 % environ du produit intérieur brut par année. De telles réflexions ont-elles déjà été menées pour la Suisse?

Certes critiqué, le rapport de Stern a néanmoins eu le mérite de susciter le débat. On ne sait pas exactement sur quels modèles Stern s'est fondé. Entre-temps, nous avons élaboré un modèle pour la Suisse qui repose sur les données les plus récentes et qui peut être reproduit en théorie. Notre approche est innovante en ce sens que nous modélisons la croissance économique. En Suisse, nous débattons actuellement de l'objectif du Conseil fédéral qui prévoit de réduire les émissions de CO₂ de 20% d'ici à 2020. L'initiative «pour un climat sain» exige quant à elle une diminution de 30%. Selon nos estimations, nous devrions même réduire les émissions de CO₂ de quelque 80% d'ici à 2050 si nous voulons poursuivre l'objectif des 2 degrés Celsius avec détermination.

Les conséquences ne seraient-elle pas très lourdes pour l'économie?

Non. Pour l'économie dans son ensemble, les conséquences seront nettement moins graves que ce que l'on imagine. Les économies de marché sont très souples, aussi face aux contraintes écologiques. Selon notre modèle, la mise en œuvre d'une politique rigoureuse en matière de CO₂ se traduirait en Suisse par une diminution du taux de croissance d'un dixième de point de pourcentage seulement par année, ce qui n'est guère perceptible. La croissance serait donc légèrement ralentie, et le niveau des revenus en 2050 serait inférieur de 4 ½ % environ à ce qu'il serait sans politique climatique. Autrement dit, notre économie continuerait de croître, mais un peu plus lentement, notamment dans les domaines gourmands en énergie.

Comment la Suisse pourrait-elle s'adapter concrètement au dérèglement climatique?

Si les efforts consentis à l'échelle planétaire sont insuffisants, il faudra que chaque pays dépense da-

vantage au titre de l'adaptation au changement climatique. En Suisse, nous pouvons prendre des mesures en vue de protéger l'espace alpin, améliorer les infrastructures et adapter nos constructions. Le prix à payer sera élevé, c'est certain, mais il est pour l'heure encore difficile de l'évaluer avec précision. La question se pose aussi de savoir comment la facture sera répartie entre les générations.

Que faut-il entendre par là?

Si nous choisissons la voie de l'attentisme et ne réagissons que lorsque les éboulements se seront multipliés dans les Alpes, alors nos descendants devront en payer le prix – qui risque d'être très élevé. Au XIX^e siècle, la Suisse s'est dotée d'une loi sur les forêts afin de protéger les surfaces forestières. Les politiciens de l'époque ignoraient certainement que cette loi marquerait un tournant et aurait des effets dont nous nous félicitons aujourd'hui encore: sans cette loi, toutes nos forêts auraient disparu, l'Uetliberg serait entièrement construit et nous n'aurions plus d'espaces de détente. La loi sur les forêts constitue les prémices d'une politique durable qui, il est vrai, n'a vu le jour que sous la pression de problèmes environnementaux aigus.

L'adaptation et l'évitement sont les deux grands axes de la stratégie de lutte contre de dérèglement climatique. Qu'en est-il pour la Suisse et sa politique climatique?

Chaque pays définit librement les adaptations qu'il entend réaliser. A l'échelle internationale, toutefois, l'atténuation des effets du changement climatique passe par une action concertée des principaux acteurs, ce qui constitue un défi bien plus ardu. Une étape importante en ce sens a été franchie avec le Protocole de Kyoto, que la Suisse a ratifié et qui prévoit des mesures d'évitement. La Suisse ne réussira probablement pas à atteindre son objectif de Kyoto: les émissions ont pu être stabilisées par rapport à 1990, mais elles n'ont pas été réduites de manière significative.

Que peut-on ou doit-on dès lors faire?

Dans le domaine du climat, il faut un engagement politique de longue haleine, ce qui n'est pas la qualité première de la politique suisse. Nous sommes en effet très attachés aux valeurs fédéralistes, nous nous montrons souvent trop prudents et n'aimons pas que l'Etat nous dicte notre conduite. L'argument selon lequel la Suisse est un petit pays sans influence est souvent invoqué. Or nos partenaires étrangers estiment à juste titre que si la Suisse n'est pas en mesure de mettre en œuvre une politique climatique efficace, alors il est tout à fait improbable que d'autres Etats en soient capables. On attend en quelque sorte que nous donnions l'exemple, que nous montrions la voie, et nous devrions

répondre à ces attentes.

Où la Suisse se situe-t-elle en matière de politique climatique par rapport à ses voisins?

Nous sommes loin d'être des pionniers, je dirais même que nous sommes à la traîne par rapport à l'Union européenne. L'UE est probablement la région la plus empressée en la matière, car elle s'est fixé des objectifs de réduction ambitieux. Les Etats-Unis connaissent de gros problèmes, mais la Chine pourrait devenir un acteur intéressant ces prochaines années. Cependant, il faut bien admettre qu'aucun pays au monde ne peut actuellement se targuer d'avoir une politique climatique irréprochable. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela, puisque la meilleure solution serait un accord international sur le climat qui soit contraignant pour tous, mais qui n'a malheureusement toujours pas vu le jour.

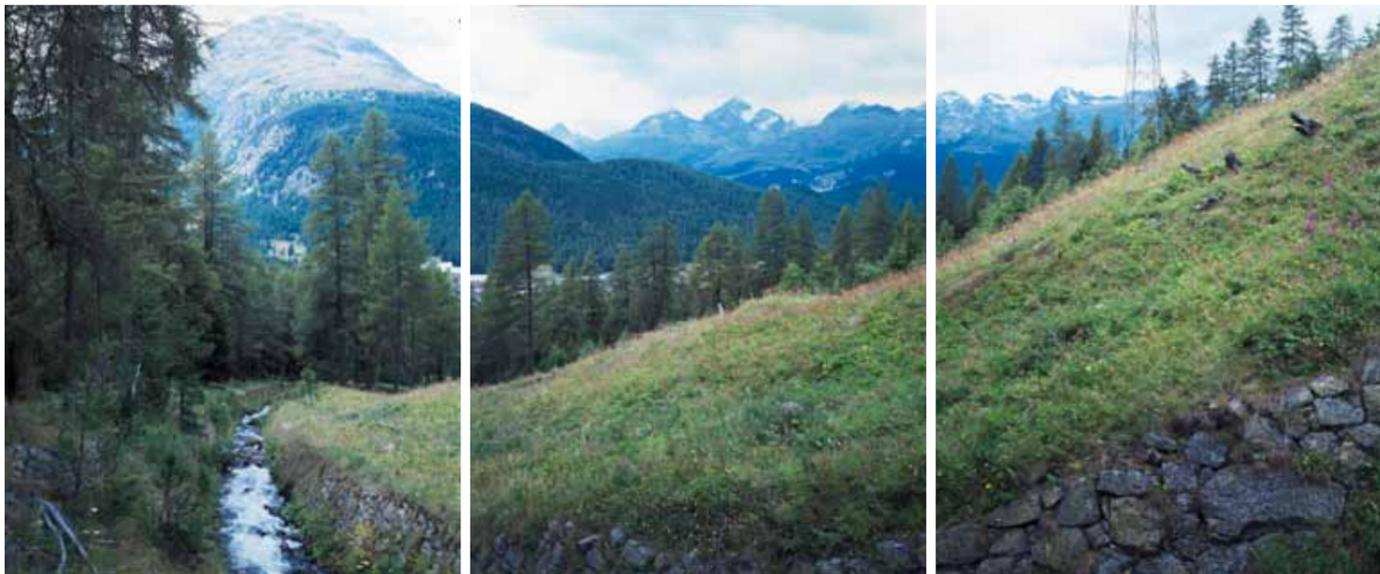
Nous avons parlé jusque-là des enjeux politiques, économiques et sociétaux. Comment vous-même vous positionnez-vous par rapport à la protection du climat et quelles seraient vos recommandations aux collaborateurs de la BNS?

En tant qu'économiste, je ne souhaite pas prôner un style de vie. Je préfère m'engager pour mettre en place un cadre général qui favorise une économie compatible avec les exigences environnementales. Concrètement, cela signifie que nous prenions nos responsabilités politiques et ayons un comportement dans l'ensemble approprié. Cela étant, il me semble important que chacun reste libre de s'adapter comme il l'entend. Si d'aucuns parmi nous tiennent absolument à telle ou telle activité, ils doivent pouvoir la pratiquer, mais il faut qu'ils soient alors tenus d'en payer le prix. Personnellement, je pense être un consommateur moyen. J'évite autant que possible les destinations lointaines; je suis un citoyen par conviction et j'habite relativement près de mon lieu de travail, ce qui me permet de m'y rendre à vélo en été.

Vous avez accepté de venir présenter un exposé l'automne prochain. Qu'est-ce que les collaborateurs de la BNS pourront y apprendre de plus?

Je leur présenterai quelques-uns des derniers résultats de nos recherches. Par exemple ceux de notre modèle de pronostics, qui montre ce qui se passera en Suisse si nous menons une politique climatique et si nous ne faisons rien. Dans le cadre de ce projet, nous cherchons à mieux comprendre et reproduire le domaine de l'énergie, et espérons ainsi pouvoir comparer diverses sources d'énergie. Je souhaite aussi leur parler d'un modèle à l'aide duquel nous avons examiné d'autres régions économiques en vue de déterminer avec précision où nous nous situons dans le peloton.

Conséquences climatiques – avant et après



1999/2000 Laret, GR



Laret, GR 2004

Laret, en Engadine, est une région périphérique agricole de Suisse. Ces régions occupent un huitième environ de la surface de notre pays, soit quelque 5 000 kilomètres carrés. L'érosion et d'autres phénomènes destructeurs dus aux intempéries conduisent à une diminution dramatique des surfaces pâturables et menacent les habitations dans les vallées.



1997 Castasegna, Bergell GR



Castasegna, Val Bregaglia, GR 1999

Comme tous les villages de montagne du Sud des Grisons, la commune de **Castasegna, dans le Val Bregaglia**, est confrontée aux conséquences du changement climatique: taux de précipitations extrêmes, coulées de boue plus fréquentes et périodes de sécheresse inhabituellement longues sont autant de phénomènes qui ont contraint les responsables locaux à prendre des mesures de protection de la population. Celles-ci vont de la correction des cours d'eau à la construction d'ouvrages de soutènement contre les glissements de terrain menaçant les habitations, en passant par les aménagements routiers. Les investissements consentis se chiffrent à plusieurs millions de francs.

1995 Uaul da Bugnei, GR



Uaul da Bugnei, GR 2006

1999 Blitzlischwand, Sachseln, OW



Blitzlischwand, Sachseln, OW 2009

1995 Rueras, Sedrun, GR



Rueras, Sedrun GR 1998

L'homme intervient dans la nature, comme au Blitzlischwand, au-dessus de Sachseln. Grâce à la stabilisation des escarpements, les arbres repoussent sur les pentes, consolidant le terrain qui risquait de glisser.

Dans le Uaul da Bugnei, les zones construites dans la vallée sont exposées aux risques d'avalanche et de coulées de boue sur le flanc de la montagne, où la forêt protectrice recommence timidement à pousser après les tempêtes dévastatrices.

A Rueras, près de Sedrun, l'homme intervient aussi dans la nature. Là où, jadis, il n'y avait que quelques rares constructions, des installations destinées à la NLFA ont surgi en vue de soutenir la mobilité et le développement économique de la population de toute la Suisse. Des installations qu'il faut elles-mêmes sécuriser et protéger, notamment aux endroits exposés à des conditions météorologiques extrêmes.

Chiffres repères écologiques

Pour le calcul et la présentation de ses chiffres repères écologiques, la BNS se réfère aux normes VfU 2010¹.

Tableau 1: Chiffres repères en valeur absolue

	Unité	2009	2010	Variation
Energie	kWh	7 672 000	8 082 000	5%
Electricité	kWh	4 994 000	5 217 000	4%
Chaleur	kWh	2 678 000	2 865 000	7%
Déplacements professionnels²	km	3 958 000	3 701 000	-7%
Part ³ des déplacements en train		24%	25%	
Part des déplacements en véhicule privé		6%	6%	
Part des voyages en avion		70%	69%	
Papier	kg	61 700	60 700	-2%
Part du papier recyclé		75%	79%	
Eau	m ³	13 300	13 400	1%
Déchets⁴	tonnes	166	129	-22%
Part du recyclage		64%	58%	
Part de l'incinération		32%	42%	
Part des déchets mis en décharge		3%	0%	
Part des déchets spéciaux		1%	0%	
Gaz à effet de serre	tonnes d'équivalents CO ₂	1 350	1 360	n.d. ⁵

Tableau 2: Chiffres repères en valeur relative par collaborateur

	Unité	2009	2010	Variation
Energie	kWh	12 000	12 300	3%
Electricité	kWh	7 800	7 950	2%
Chaleur	kWh	4 200	4 370	4%
Déplacements professionnels²	km	6 140	5 570	-9%
Papier	kg	96	91	-5%
Eau	litre	20 800	20 400	-2%
Déchets⁴	kg	261	197	-25%
Gaz à effet de serre	kg d'équivalents CO ₂	2 100	2 060	n.d. ⁵

1 Les indicateurs VfU (Verein für Umweltmanagement für Banken, Sparkassen und Versicherungen) fixent une norme appliquée à l'échelle internationale pour mesurer la performance environnementale des prestataires financiers.

2 Sans les trajets effectués par des coursiers externes.

3 Parts dans la consommation totale.

4 Les chiffres ne tiennent compte ni des déchets de construction et des billets de banque, ni des emballages pour boissons réutilisables.

5 A la suite de la révision des bases de calcul, les valeurs relatives aux émissions de gaz à effet de serre pour 2009 et pour 2010 ne sont pas parfaitement comparables.

Benchmark

A des fins de comparaison avec d'autres banques, nous avons mis en regard les indicateurs VfU 2010 de la BNS et ceux d'une banque cantonale, d'une banque privée et d'une grande banque. Bien que tous ces instituts financiers appliquent la même méthode de calcul, l'interprétation des chiffres doit se fonder sur leurs modèles commerciaux respectifs. Ainsi, il faut par exemple tenir compte du fait que, en raison des engagements internationaux de la BNS et de ses activités déployées dans le domaine de l'aide technique, ses collaborateurs sont amenés à prendre souvent l'avion. Il ne faut pas oublier non plus qu'une grande banque entretient, via ses filiales, des contacts dans le monde entier. Quant aux banques commerciales, leur consommation élevée de papier s'explique par leurs services destinés à la clientèle de particuliers.

En 2010, la BNS a fait mieux que les autres banques en termes de consommation de papier et de quantité de déchets par collaborateur. Elle affiche une part de papier recyclé nettement plus élevée, mais une part globale de matériel recyclé plus faible que les autres instituts financiers.

La BNS a consommé davantage d'eau que la banque cantonale ou que la banque privée, mais nettement moins que la grande banque. De même, elle a utilisé en 2010 plus d'électricité que la banque cantonale ou la banque privée. S'agissant de l'énergie de chauffage, c'est la BNS qui présente la plus haute valeur, ce qui s'explique par son parc immobilier composé de bâtiments historiques, en partie non rénovés, et présentant un tissu bâti ancien.

Les émissions de gaz à effet de serre de la BNS étaient les plus élevées de la comparaison. Le nombre de kilomètres parcourus à des fins professionnelles était inférieur à celui de la banque privée, mais supérieur à ceux de la banque cantonale et de la grande banque. En ce qui concerne le pourcentage des voyages en avion dans le total des déplacements professionnels, celui de la BNS se situait au-dessus de celui de la banque cantonale, mais au-dessous de ceux de la banque privée et de la grande banque.

Tableau 3: Chiffres repères 2010 par collaborateur

	Unité	BNS	Banque cantonale	Banque privée	Grande banque
Energie	kWh	12 300	10 600	7 150	12 200
Electricité	kWh	7 950	6 860	5 450	8 100
Chaleur	kWh	4 370	3 740	1 700	4 100
Déplacements professionnels	km	5 570	915	6 000	3 850
Part des voyages en avion		69%	48%	86%	87%
Papier	kg	91	230	118	167
Part du papier recyclé		79%	9%	72%	2%
Eau	litre	20 400	22 100	11 000	34 000
Déchets	kg	200	230	180	300
Part du recyclage		58%	59%	60%	63%
Gaz à effet de serre	kg d'équivalents CO ₂	2 050	1 460	n.d.	1 940

Exemples de mesures et de projets

Mesures et projets réalisés

Consommation d'énergie du Hasli-centre et du nouveau bâtiment «Murmeli»

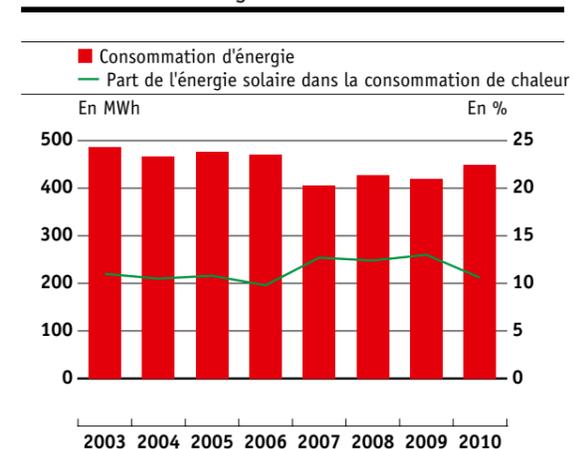
Par rapport à 2009, la consommation totale d'énergie du centre de vacances et de formation Hasli-centre a augmenté de 7%, la consommation d'électricité ayant reculé de 2% et la consommation de chaleur, progressé de 12,5%.

La forte hausse de la consommation de chaleur est due au relèvement de la température de l'eau de la piscine couverte de 1 degré et à un hiver plus rigoureux en 2010. Le relèvement de la température de l'eau entraîne à lui seul une consommation supplémentaire de mazout de l'ordre de 1000 à 2000 litres par an.

En raison d'un ensoleillement plus faible en 2010, la part de la chaleur d'origine solaire a reculé de 2% pour s'établir à 11% de la consommation totale de chaleur.

Depuis avril 2010, un nouveau bâtiment est érigé pour remplacer l'ancienne annexe «Murmeli». Les travaux de démolition et de construction s'étant déroulés principalement durant la saison chaude, ils n'ont guère eu d'incidences sur la consommation de chaleur. Les nouvelles installations de chauffage ont été mises en service au début de l'hiver 2010/2011. Le «Murmeli»,

Consommation d'énergie du Hasli-centre



chalet composé d'appartements de vacances, accueillera ses premiers hôtes en juin 2011. Le bois de construction provient de la région et l'isolation satisfait pleinement aux normes actuelles.

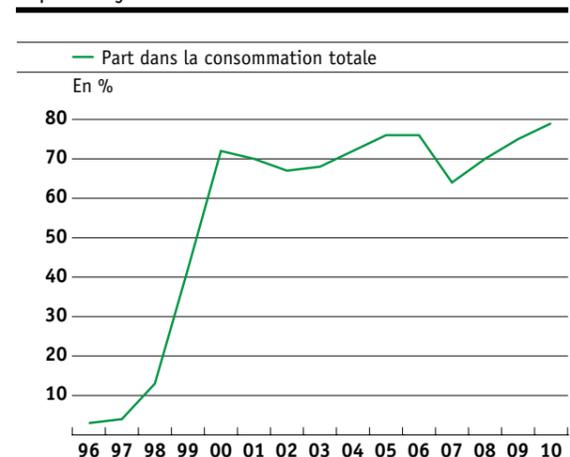
Part du papier recyclé en hausse

Depuis 1998, la Banque nationale utilise du papier recyclé dans tous ses départements et services. En 2010, la part du papier recyclé a atteint le niveau record de 79%.

Pour certaines publications, la BNS a fait passer la part du papier recyclé de 50% à 100%. Elle étudie actuellement les possibilités de renoncer au papier en fibres blanches pour toutes ses publications.

La quasi intégralité de l'assortiment de papier de la BNS (papier recyclé et papier en fibres vierges) est certifié FSC. Ce label atteste que les bois utilisés pour la fabrication de papier proviennent d'une production durable et d'origine contrôlée.

Papier recyclé



Courant écologique et biogaz

La Banque nationale couvre la consommation d'électricité de ses sites de Zurich, de Berne et de Genève à 100% par du courant écologique certifié *naturemade star* et composé d'énergie hydraulique et solaire ainsi que d'une petite part de biomasse. Le certificat *naturemade star* est un label garantissant un courant produit de manière particulièrement respectueuse de l'environnement et se caractérisant par une plus-value écologique qui permet

- d'encourager les énergies renouvelables
- d'alimenter un fonds servant à financer des mesures d'améliorations écologiques dans le secteur des centrales hydro-électriques.

Par ailleurs, la BNS utilise depuis le début de 2010 du gaz naturel contenant une part de 5% de biogaz pour couvrir sa consommation de chaleur. Ce biogaz neutre en CO₂ de la société *erdgaszürich* est produit dans des usines de biogaz régionales à partir de déchets organiques (déchets verts, restes de repas, etc.).

Transformation du bâtiment de la Seehofstrasse: fin de la première étape

La première étape des travaux de transformation dans le quartier de Seefeld à Zurich s'est terminée fin 2010. Début février 2011, les collaborateurs ont quitté le bâtiment de la Seefeldstrasse pour emménager dans l'immeuble de la Seehofstrasse, entièrement refait. La deuxième étape de construction a alors pu commencer dans l'ancien bâtiment.

Dans le cadre de cette transformation, la BNS a mis l'accent sur le caractère écologique des travaux ainsi que sur l'efficacité énergétique pour l'exploitation au quotidien. Dans le choix des matériaux, elle s'est fondée sur les critères «Durabilité et constructions publiques» de l'association *eco-bau*.

Pour les tapis, par exemple, un produit naturel en laine vierge a été utilisé en lieu et place des fibres synthétiques. L'immeuble est chauffé et refroidi avec l'eau du lac de Zurich. A cet effet, la Banque nationale a adhéré au «*Seewasserverbund Falkenstrasse*» (union des eaux lacustres), dans le cadre duquel le service d'électricité de la ville de Zurich utilise l'eau du lac pour chauffer et refroidir les bâtiments reliés au réseau. Dès sa mise en service en février 2011, le bâtiment transformé a ainsi pu être chauffé selon ce procédé, ce qui a permis de se passer complètement du gaz naturel. Les fenêtres ont été équipées de capteurs qui entraînent l'arrêt du chauffage ou de la climatisation dès qu'elles sont ouvertes. Ces dispositifs contribuent à réduire encore la consommation d'énergie.

Pour l'éclairage, la BNS a choisi des lampes à pied à faible consommation dotées de détecteurs de mouve-

ments et de capteurs de luminosité, ainsi que des lampes de bureaux à LED. L'ascenseur consomme lui aussi moins d'électricité, soit jusqu'à 50% de moins qu'un ascenseur traditionnel. D'une manière générale, la consommation d'électricité est réduite grâce à l'extinction temporaire de tout appareil ou équipement non utilisé (éclairage intérieur, commandes, etc.).

Fin du programme d'incitation à la réduction de CO₂

Pendant deux ans, la Banque nationale a encouragé les initiatives privées des collaborateurs en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le programme d'incitation à la réduction des émissions de CO₂ visait à sensibiliser davantage les collaborateurs au changement climatique et à les encourager à participer personnellement à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Selon des estimations, les mesures d'incitation mises en œuvre dans le cadre de ce programme permettront, pendant la durée de vie de celles-ci, de réduire les émissions de gaz polluant à hauteur de quelque 2600 tonnes. Le renouvellement des systèmes de chauffage et l'isolation extérieure des bâtiments contribuent le plus à cette diminution.

Exposé du professeur Rolf Wüstenhagen

En septembre 2010, Rolf Wüstenhagen, professeur en gestion des énergies renouvelables à l'Université de St-Gall, a présenté un exposé sur l'avenir énergétique, au cours duquel il a évoqué le phénomène de la «*googlisation*», les décisions instinctives et le manque de vision à long terme dans ce domaine. Une cinquantaine de collaborateurs et de retraités de la BNS ont suivi la conférence avec grand intérêt. Selon Rolf Wüstenhagen, les décisions en matière d'énergie dépendent très fortement des habitudes. Pour briser ce schéma, la politique et le marketing se doivent de développer des solutions simples. A titre d'exemple, il a expliqué que 80% des consommateurs étaient disposés à acheter du courant écologique, mais que 5% seulement d'entre eux passaient à l'acte, la commande d'un tel produit spécial étant jugée trop compliquée.

Centre de calcul de Berne

En 2010, le système de mesure de la consommation d'électricité du centre de calcul de Berne a été adapté. Il est ainsi possible, à compter de 2011, de gérer l'énergie de manière précise et détaillée. L'augmentation de la température visée dans les locaux à 25 degrés Celsius (contre 21 jusqu'alors) a constitué un pas important vers une diminution sensible de la consommation d'énergie.

Compensation des émissions dues au trafic aérien grâce à un projet de centrale hydro-électrique en Inde

Les montants de compensation facultatifs versés par la BNS pour tous les trajets effectués en avion servent à financer un projet indien pour un approvisionnement durable en courant. En Inde, l'approvisionnement en électricité est actuellement couvert en grande partie par des énergies fossiles, principalement le pétrole et le charbon. Or, comme la demande d'énergie ne cesse d'augmenter dans ce pays, on continue, faute de solutions de rechange, d'y utiliser des combustibles générant de grandes quantités de CO₂ et d'y construire de nouvelles centrales au charbon ou au pétrole. En encourageant l'utilisation d'énergies renouvelables telles que la force hydraulique, il est possible de freiner, voire de réduire la consommation de combustibles fossiles et, partant, les émissions de gaz à effet de serre.

Systèmes de visioconférence à Zurich et à Berne

La BNS a décidé d'équiper, dans le courant de 2011, les salles de réunion de ses deux sièges de systèmes de visioconférence. A Berne, l'installation a pu être mise en service en avril déjà. Au siège de Zurich, il faudra attendre la mi-2011. Grâce aux visioconférences, les collaborateurs devront moins se déplacer entre Zurich et Berne, par exemple pour participer à des séances internes. Aux gains de temps viendra s'ajouter une réduction des émissions de gaz à effet de serre imputables aux trajets effectués en train.

Travaux d'assainissement dans le restaurant du personnel de Berne

Dès juillet 2011 et jusqu'en février 2012, le restaurant du personnel de Berne fera l'objet de travaux d'assainissement. Il est prévu non seulement de rénover la cuisine et la salle de restaurant, mais aussi de mettre les installations techniques au goût du jour et d'assainir du point de vue énergétique l'enveloppe du bâtiment. La valeur d'isolation du toit sera considérablement améliorée grâce à l'utilisation d'un matériau de 30 cm d'épaisseur, contre 6 cm actuellement.

Annexe

Index GRI

L'index GRI se réfère aux directives de la Global Reporting Initiative (GRI)¹, une organisation internationale qui établit des lignes directrices généralement

admises pour l'établissement des rapports en matière de développement durable (www.globalreporting.org). Le tableau ci-après est un extrait des indicateurs traités dans le présent rapport et mentionne la page où trouver les informations correspondantes.

Eléments du rapport		Page
Stratégie et analyse		
1.1	Déclarations du directeur général	5
Profil de l'entreprise		
2.1	Nom de l'entreprise	1, 2
2.2	Principaux produits et marques correspondantes	5
2.5	Sites	5
2.8	Taille de l'entreprise mesurée au nombre de salariés	5
Paramètres du rapport		
3.1	Période considérée	1, 2
3.3	Périodicité du rapport	5
3.4	Personne à contacter au sujet du rapport	2
3.6	Périmètre du rapport	5
3.9	Hypothèses, techniques de mesure des données figurant dans le rapport et bases de calcul	5
3.12	Index GRI	25
Gouvernement d'entreprise		
4.1	Structure de gouvernance, y compris comités de stratégie et de supervision	5
4.8	Lignes directrices, valeurs, codes de bonne conduite et principes ayant une importance pour la performance environnementale	5
4.9	Procédures définies au niveau de conduite supérieur pour superviser la manière dont l'entreprise identifie et gère la performance environnementale	5
Indicateurs de performance environnementale		
EN1	Consommation de matières	7, 20
EN2	Pourcentage de matières recyclées	20, 22
EN3	Consommation d'énergie directe	6, 20
EN5	Energie économisée	6, 20
EN7	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	22-24
EN8	Consommation d'eau	7, 20
EN16	Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre	10, 20
EN22	Masse de déchets par type et par mode de traitement	8, 20
EN29	Impact des transports et des déplacements professionnels sur l'environnement	10, 20

¹ Lignes directrices pour le reporting développement durable, version 3.0 (2006)

Glossaire

CO ₂	dioxyde de carbone
équivalent CO ₂	quantité de gaz à effet de serre exprimée en équivalents CO ₂
degrés-jours de chauffage	somme des différences quotidiennes constatées sur une période donnée entre la température à l'intérieur d'un bâtiment (20° centigrades) et la moyenne de la température extérieure calculée sur tous les jours de chauffage de la période considérée
kWh; MWh	kilowattheure; mégawattheure: unités de mesure de l'énergie; 1 kWh correspond à l'énergie produite par 1 dl de mazout; 1 MWh correspond à 1 000 kWh
coll.	collaborateurs
gaz à effet de serre	substances gazeuses qui contribuent à l'effet de serre: dioxyde de carbone (CO ₂ , sert de valeur de référence), méthane (CH ₄), oxyde nitreux (gaz hilarant, N ₂ O), hydrofluorocarbures (HFC) et hexafluore de soufre (SF ₆)
VfU	Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten (association allemande)
société à 2 000 watts	modèle de politique énergétique. Selon la vision de la société à 2000 watts, la consommation d'énergie totale par habitant de la planète ne doit pas excéder une puissance continue moyenne de 2000 watts, ce qui correspond à une consommation moyenne de 50 kWh par jour. En Suisse, la consommation annuelle moyenne est actuellement de 6000 watts environ par personne

